

**Flambée des prix des produits agricoles : craintes d'une nouvelle crise**

Le 5 janvier, l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO) a annoncé une hausse des prix des produits agricoles pour le mois de décembre 2010, soit le sixième mois consécutif de hausse depuis août 2010. L'indice mensuel de la FAO mesure les variations de prix d'un ensemble de produits comprenant céréales, oléagineux, produits laitiers, viande et sucre. En décembre, cet indice a atteint 214,7 points, contre 206 en novembre, et a ainsi dépassé son record de 213,5 points établi en juin 2008, lorsque que la crise mondiale des prix agricoles avait provoqué des « émeutes de la faim » dans un certain nombre de pays. « *La situation est assez tendue* » a déclaré la FAO, particulièrement pour les plus pauvres pour qui l'alimentation représente une part significative de leurs dépenses. Les pays du Sahel qui dépendent fortement des marchés extérieurs du riz et du blé sont particulièrement concernés. Ce phénomène pourrait accentuer les acquisitions massives de terres agricoles dans les pays en développement par des pays et des investisseurs étrangers, comme c'est le cas depuis 2008, avec les risques associés d'expulsion des petits paysans. La FAO souligne toutefois que le contexte est très différent de celui de 2008 car « *les récoltes en 2009-2010 ont été excellentes dans les pays pauvres, surtout en Afrique subsaharienne et sur le continent asiatique* ». D'après l'institution onusienne, « *la sécurité alimentaire n'est pour l'instant pas en danger* ».

Ces hausses de prix s'expliquent principalement par les difficultés de l'offre dans plusieurs grands pays producteurs dues à des conditions climatiques défavorables : inondations en Australie, sécheresse en Argentine, incendies en Russie... La Russie a ainsi limité ses exportations de céréales en 2010, tandis que l'Argentine a annoncé une réduction de 25% de ses exportations de sucre et prévoit une diminution de sa production de maïs de 26 à 20 millions de tonnes. Mais c'est la spéculation sur les marchés internationaux qui représente un risque particulièrement important. « *Aujourd'hui comme en 2008, il n'y a pas de problème de pénurie. Mais lorsque des informations sur des incendies en Russie, une canicule en Ukraine, des pluies trop fortes au Canada ou autres s'accumulent, certains opérateurs de marché préfèrent ne pas vendre tout de suite, tandis que les acheteurs cherchent à acheter autant que possible. Si tout le monde fait cela, les prix montent ; et à ce phénomène s'ajoute l'augmentation de la production de biocarburant* » explique Olivier de Schutter, le rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation, dans une interview au quotidien Les Echos.

Les solutions pour contrer la hausse des prix agricoles consistent d'une part à lutter contre la volatilité des cours. « *La première piste est d'encourager les pays à reconstituer des stocks alimentaires pour lisser les prix* » indique Olivier de Schutter, en privilégiant une approche régionale et en associant les organisations paysannes à la gestion des stocks pour « *protéger producteurs et consommateurs contre des prix très volatiles* ». Une autre piste selon M. de Schutter, souhaitée par les Etats-Unis, consiste à limiter le pouvoir de spéculation des investisseurs sur les marchés à terme. « *La troisième piste, c'est d'imposer davantage de transparence sur les opérations de gré à gré sur les marchés dérivés (pétrole, or, minerais etc.), comme entend le faire le commissaire européen au Marché intérieur, Michel Barnier* » détaille le rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation.

**Les pays d'Afrique subsaharienne ont présenté parmi les plus forts taux de croissance en 2010**

Dans une analyse publiée le 6 janvier 2011, l'hebdomadaire britannique The Economist met en évidence le dynamisme des économies des pays d'Afrique subsaharienne en 2010. Sept d'entre eux (Ethiopie, Mozambique, Tanzanie, Congo, Ghana, Zambie, Nigéria) figurent parmi les dix pays présentant dans le monde le plus fort de taux de croissance en 2010. La Chine et l'Inde occupent les deux premières places avec des taux de croissance respectifs de 9,5 et 8,2%. A la troisième place, l'Ethiopie affiche une croissance en hausse de 8,1% en 2010. L'étude prévoit que l'Afrique subsaharienne devrait dépasser le rythme de croissance des pays asiatiques au cours des cinq prochaines années, et présenter des taux de croissance annuels moyens de 7% pour les vingt prochaines années. D'après les auteurs, la demande de la Chine en matières premières a largement profité à l'Afrique, ainsi que d'importants flux d'investissements étrangers, la réduction des dettes et l'amélioration de la gestion des politiques économiques. Cependant, le revenu par habitant en Afrique subsaharienne reste faible et est trois fois inférieur à celui des Chinois. Et, la région reste confrontée à d'importants défis tels que le manque de diversification de son économie, l'instabilité politique ou le faible niveau d'éducation.

Sources: AFP, FAO, Les Echos, Le Monde, The Economist, Reuters.